

## Quelques idées en vrac...

Il est aujourd'hui difficile de débattre sereinement tant, dans le brouillard actuel, toute opinion peut paraître présomptueuse – et toute certitude donner l'impression de chercher plus à se rassurer qu'à faire avancer le débat.

Ce débat est pourtant nécessaire, tant la situation politique nouvelle et l'impasse stratégique totale dans laquelle nous sommes tombés exigent de tout réexaminer.

La révolution libérale n'est pourtant pas nouvelle : M Thatcher a été élue pour la première fois il y a presque quarante ans. La recomposition politique n'est pas venue de nulle part : elle était déjà en germe au moment des débats sur le traité de Maastricht et le projet de constitution européenne ; peut-être n'avions nous alors pas su transformer en actes concrets ce que nous sentions venir, comme si nos analyses politiques ne pouvaient être traduites en actes, engoncés dans nos habitudes, rappelés par l'urgence des tactiques électorales et des campagnes à mener.

Si l'on veut se donner les moyens de relever la tête, le plus essentiel n'est pas stratégique ou politique : c'est un état d'esprit, un état d'esprit acceptant toutes les remises en cause, rejetant toutes les facilités et s'obligeant à réellement transcrire en actes tout ce que nous pourrions écrire et décider.

La France subit aujourd'hui le dernier avatar de la contre-révolution néolibérale. Les premiers se sont évertués à exclure du champ politique les questions économiques et à convaincre que les choix du peuple devaient s'arrêter à la porte des entreprises : ce furent les privatisations, la fin des contrôles de capitaux, le primat de la concurrence libre et non faussée et la création de l'Euro – indépendant des gouvernements. L'économie ne devait plus être un sujet de débat mais une préoccupation d'experts et la politique soit se focaliser sur les questions non économiques, soit se cantonner à la recherche du meilleur gestionnaire. Ce mouvement fut à l'origine des politiques visant à la disparition des services publics et donc des liens rattachant les citoyens à la République : le service public, avant tout, est en effet la preuve de la République ; la démonstration de la possibilité de ses valeurs.

Les seconds ont attaqué la culture soit l'ensemble des appareils idéologiques conquis par nos soins et actifs pour créer de l'intelligence collective par la délibération, l'ouverture d'esprit, l'élévation spirituelle de chacun. L'exemple de la désintégration du cinéma italien par la télévision de Berlusconi, la panne de l'ascenseur social et les attaques incessantes contre l'école, la promotion du consumérisme, ont participé, parmi tant d'autres mouvements, de ce retrait du champ de la culture de la vie publique notamment au sein des classes populaires

Le dernier avatar de la contre-révolution néolibérale est bien entendu politique. Le terrain était-il est vrai préparé depuis longtemps. La 5<sup>ème</sup> République avait déjà remis à jour cette nostalgie de la droite de l'autorité monarchique. Elle avait aussi conforté le pouvoir absolu d'une haute fonction publique progressivement ralliée au néolibéralisme et à la nécessité de détruire cet État qu'elle est censée servir. L'appel à la modernité a fait le reste : l'esprit de caserne issu des réformes institutionnelles faites sous le gouvernement Jospin et en vertu duquel toute réflexion personnelle d'un parlementaire est perçue comme une menace de l'autorité du roi, la réduction du débat politique à un jeu d'acteurs intéressé par la seule conquête du pouvoir, la dévalorisation de toutes les organisations de masse (partis, syndicats, associations) pouvant créer du lien social, de la délibération, de la conscience de soi. Il est d'ailleurs malheureux que tant de progressistes aient été complices de cet affaiblissement des organisations de masse voire aient imaginé que leur disparition pourrait aider à la diffusion de nos idées et valeurs communes, en dénonçant la révolution néolibérale tout en l'accompagnant sur sa dimension politique.

Ce programme global est longtemps parvenu à susciter une relative adhésion populaire en se grimant

des atours d'une utopie : l'Europe. Bien sûr, l'Union européenne s'est construite sur un véritable révisionnisme historique : celui de la bourgeoisie construisant de nouvelles institutions transnationales au nom de la paix, ignoble artifice destiné autant à occulter sa responsabilité première dans le déclenchement des deux guerres mondiales qu'à accuser les peuples de penchants belliqueux et nationalistes justifiant de les reléguer loin de l'exercice du pouvoir. Ce mensonge originel explique encore aujourd'hui l'effrayant rapport des institutions européennes avec les expressions démocratiques des peuples composant l'Europe et son incapacité à se transformer ; il ne peut cependant dissimuler la réalité d'une utopie européenne et pacifiste, tout à la fois « idiote utile » du néolibéralisme et empreinte d'idéaux internationalistes et de contradictions à exploiter.

C'est cet agenda politique que poursuit le président Macron. Le choix de faire de l'entreprise une zone de non-droit régie par l'arbitraire, la réduction du nombre d'élus, la mise au pas des collectivités locales devant se noyer dans de belles et souriantes métropoles, tout son programme est guidé par cette même obsession néolibérale : en finir avec la démocratie ; laisser subsister ses formes pour en tuer la substance ; s'assurer que les peuples ne puissent plus interagir sur la gouvernance des affaires, chasse gardée de ce mariage de raison entre nos élites technocratiques et le monde du capitalisme financier.

Aussi, le fil rouge de ces quarante ans de contre-révolution libérale est bien celui de la remise en cause de nos conquêtes démocratiques. La démocratie en tant que pouvoir délibérant et souverain, capacité de faire prédominer la volonté d'un peuple sur tout autre impératif d'efficacité ou de performance, capacité d'agir concrètement contre les intérêts des classes dominantes. La démocratie quand on ne la réduit pas au fait de donner la parole au peuple, la démocratie que l'on construit en articulant bien l'intervention et la délibération populaire de l'exercice réel d'un pouvoir local, national, d'entreprise.

Là est le cœur du conflit ; là est le cœur de la lutte des classes ; là est tout l'enjeu des batailles à mener, des rapports de force à construire, des rassemblements à porter jusqu'aux portes du pouvoir.

Cette notion de pouvoir a pu, ces derniers temps, susciter de l'appréhension chez un certain nombre de camarades par manque de confiance en soi ou sensibilité à certains discours petits-bourgeois assimilant pouvoir et corruption. Cette appréhension est pourtant insensée : la politique n'est pas une morale où l'on dirait le bien et le mal. Elle est une volonté de conquête et d'exercice du pouvoir ; elle est une pratique de la lutte des classes. Tout repli au nom du confort douillet de son rôle d'opposant n'est qu'un abandon de la lutte des classes et acceptation du pouvoir dominant.

Là où porte le débat ne peut donc être sur l'objectif à atteindre : ce sont les moyens de la conquête du pouvoir qu'il faut sans cesse réexaminer.

Une fois abandonnée la perspective théorique d'une prise du pouvoir par la force, nous avons fait des moyens de gagner des majorités le cœur de nos débats. Et cela dure depuis des décennies, toujours sans succès. Ces échecs sont d'autant plus douloureux que beaucoup de camarades ont l'impression que l'on a "tout" tenté : Union de la gauche (1981 & 1997), affirmation du projet et des valeurs communistes (1984 et même d'une certaine façon 1995), rassemblement des gauches antilibérales (2006 & 2012...). Et "tout" raté...


Ces cinq dernières années ont été particulièrement significatives de cet écart entre nos appels incessants au rassemblement de la (vraie) gauche et l'absence de tout écho à ces appels : ces discours incantatoires n'ont pu qu'illustrer notre impuissance à faire bouger les lignes. Plus préoccupant encore pour un Parti révolutionnaire, nous avons multiplié les prises de parole nous auto-assimilant à une force institutionnalisée, partie intégrante assumée d'un système politique honni dont nous n'avons au final pas anticipé l'implosion, répétant sans cesse les mêmes slogans déconnectés de

l'évolution du monde.

Avons-nous ainsi conscience que le recours systématique au mot "gauche" est d'abord une déclaration de positionnement géographique dans une institution avant d'être une affirmation de valeurs, de projet, de positionnement de classe ? Avons-nous bien perçu combien certaines de nos prises de position, par exemple en faveur du mariage homosexuel, l'ont été au nom de la "modernité" ou du "progrès", comme si la "modernité" vécue par nos concitoyens était à défendre, comme si le "progrès" était, aujourd'hui comme hier, nécessairement chargé de positif, comme si cette cause juste ne méritait pas un soutien politiquement étayé qui ne soit pas dupliqué des saillies moralisatrices des tenants du « système » ? Réalisons-nous bien combien l'utilisation des réseaux sociaux par beaucoup de nos cadres nous plonge dans le piège de l'attaque acerbe, de l'indignation facile, de l'étalement public de désaccords internes, soit dans une réduction de la politique à ce que les classes dominantes ont toujours rêvé qu'elle soit : un théâtre détaché de l'exercice du pouvoir, un jeu d'ombres sans prise sur le réel et sa nécessaire transformation ?

Ces habitudes dans lesquelles nous nous sommes installés et qui expliquent aussi l'échec de nos stratégies de rassemblement, c'est ce mensonge que l'on se répète en vertu duquel le mouvement social serait fort et notre peuple prêt à un changement d'envergure. Le « mouvement réel de la société » n'est pourtant jamais par nature émancipateur ; il évolue juste en fonction des rapports de classe au sein des différents appareils idéologiques d'Etat. Le mouvement social n'est pas fort dans notre pays ; il parvient juste parfois à ralentir telle ou telle attaque des classes dominantes. Notre peuple n'attend pas de changement politique d'envergure ; il en ignore même la possibilité, tant les Français d'aujourd'hui n'ont connu que défaites et pertes de droits conquis, tant la mémoire du mouvement ouvrier s'est perdue avec le temps et tant nos compatriotes, bon an mal an et souvent malgré eux, privilégient finalement les solutions individuelles pour résoudre leurs difficultés quotidiennes : la politique comme le syndicalisme ne véhiculent plus d'espoir de vie meilleure.

Ce déni de réalité, on le constate aussi sur nos positions européennes qui n'ont pas évolué malgré l'épouvantable écrasement du peuple -et de nos camarades- grec, les dynamiques néocoloniales portées au sein même de l'Europe par le capitalisme allemand et ses alliés, et bien entendu l'évaporation des prétendues « valeurs européennes » sur les plages ensanglantées de la Méditerranée et les plaines brunies d'Europe centrale.

Cette routine, c'est enfin cette énergie militante gâchée à force d'initiatives répétées et jamais réinterrogées (l'AG de section, le tract du dimanche...), ces statuts nous autorisant de décider d'une stratégie électorale une fois que toutes les autres forces politiques aient tranché la leur sans nous, ce jargon que personne ne comprend (le mot « transformateur »), le culte du rapport écrit dans un monde régi par l'image, ce logo  si accueillant et chaleureux...

L'ensemble de ces difficultés mériterait un traitement et une réflexion évidemment plus poussée. Aussi, l'enjeu immédiat est bien de réenclencher une dynamique de travail interne en se fixant un cap.

Ce cap, ce doit être selon moi la construction d'un large rassemblement autour des enjeux de reconquête démocratique. Le chemin, ce ne doit plus être l'impasse d'un énième appel aux forces ou citoyens de gauche mais bien un travail de fourmi, long et fastidieux, pour recréer dans notre peuple la conscience de classe sans laquelle aucun rassemblement majoritaire solide ne pourra jamais voir le jour.

La grande industrie a disparu et avec elles les solidarités ouvrières nées de conditions de travail communes, de statuts communs, des victoires issues des luttes menées en commun ; l'éclatement des formes de travail, l'explosion de la précarité et les transformations du salariat, la mise en

concurrence généralisée des travailleurs se sont imposées et ont logiquement détruit ces solidarités et la conscience de classe qui allait naturellement avec. Les clivages politiques se sont dans le même-temps, conséquence de la contre-révolution néolibérale, partiellement déplacés des questions économiques vers les questions sociétales et identitaires.

Dans ce contexte, le chantier est bel et bien compliqué et ne pourra avancer qu'en travaillant de façon méthodique. La première chose est bien d'identifier les couches sociales constitutives de ce nouveau « prolétariat » : *a priori* les salariés et fonctionnaires de grande banlieue et de province, les habitants des banlieues populaires, les couches sociales urbaines, intellectuelles et prolétarisées. La seconde chose est bien d'identifier les vécus communs de ces hommes et femmes pouvant se substituer à ce que fut historiquement la grande industrie. La troisième est de politiser ces vécus communs autour de nouveaux imaginaires de classe, de possibilités de vie meilleure, d'espoirs nouveaux à insuffler, et de faire reposer notre communication autour de ces éléments. La quatrième est de multiplier les actions destinés à recréer espoir, envie, confiance en l'action commune. Soit un travail colossal et passionnant exigeant créativité, méthode, professionnalisme.

Naturellement, l'adoption d'un tel programme poserait un certain nombre de questions d'organisation, dans un premier temps d'identification et de formations de cadres à ces travaux très spécifiques, dans un second temps de transformation de l'organisation entre ce qui relèvera du travail politique de proximité (y compris dans la manière de mener ici ou là certaines expérimentations militantes) et du travail de communication nationale autour des réseaux sociaux et de l'animation de communautés thématiques, etc.

A partir de là, et seulement à partir de ce travail en coulisses, nous pourrions espérer recréer un intérêt autour de notre parti, cesser de subir les évolutions du système politique, revenir sur scène en acteur de la vie publique, plus en commentateur.

Pierre-François KOEHLIN  
Section de Malakoff (92)